

Billets d'Afrique... ...et d'ailleurs



Au sommaire

→ P. 2 RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE Jours tranquilles à Birao

Enquête à Birao, théâtre de violents affrontements au printemps dernier

Ubu Roi

Saturday Night Fever pour les soldats français

→ P. 4 CAMEROUN ET CONGO BRAZZAVILLE Élections truquées « rituel folklorique »

Dans un ordre immuable, les élections dans le pré-carré français continuent d'être des farces électorales. Derniers exemples en date.

→ P. 5 TOGO Il faut mettre les compteurs à zéro

Rien de va plus au Togo. Un calme très précaire semble y régner. Un duel fratricide fait rage entre les deux fils Eyadéma. Pour le plus grand malheur des Togolais qui meurent de faim.

→ P. 6 SÉNÉGAL Discours de Sarkozy à Dakar Réactions

Un discours insupportable, par Boris Boubacar Boris Diop

Safari, par Binyavanga Wainaina

D'autres réactions en Afrique et ailleurs.

→ P. 9 CAMEROUN Des labels privés pas vraiment verts

Alors que Nicolas Sarkozy s'est dernièrement enthousiasmé pour la préservation de la forêt africaine, enjeu « essentiel » pour l'équilibre écologique du monde, le manque d'indépendance des sociétés d'écocertification pose les limites de la régulation privée de l'exploitation forestière.

→ P. 10 FRANCE RWANDA Une justice bâclée

Wenceslas Munyeshyaka et Laurent Bucyibaruta, arrêtés puis relâchés.

→ P. 11 À LIRE

L'Or africain, Amina K, La Stratégie des antilopes, Paysage après le génocide (Rwanda)

→ P. 12 AMBASSADES L'indignité nationale.

Les consignes gouvernementales draconiennes pour contrarier l'immigration.

Éditorial

La conquête des droits civiques

Tout au long du mois d'août, on a vu tomber l'avalanche des protestations suscitées par le discours de Nicolas Sarkozy le 26 juillet à Dakar. En Afrique et en France une légitime indignation a souligné tout ce qu'il y avait d'odieux dans les jugements portés avec présomption sur les Africains. L'affirmation agressive du refus de la repentance, la réaffirmation, au Gabon, de l'absence de responsabilité de la colonisation, l'impasse faite sur le néocolonialisme étaient également choquantes. Nicolas Sarkozy veut construire l'Eurafrrique. On le comprend. Mais a-t-il demandé leur avis aux Africains interdits de séjour en France ? L'Afrique ne demande pas de repentance, elle ne l'a jamais demandé. Cessons de fantasmer là-dessus. L'Afrique attend de la France de simples décisions de bon sens et la reconnaissance de la réalité d'hier et d'aujourd'hui. Pour un champion du réalisme en politique c'était un discours parfaitement inutile et absurde, destiné seulement à masquer le cynisme et le mépris qui animent une politique sans envergure.

Au lieu d'étaler son inculture, Nicolas Sarkozy aurait mieux fait de parler des événements politiques qui se déroulaient en Afrique en juillet. Pas la moindre attention de sa part tout comme de la presse française, qui ne leur a pas consacré une seule ligne, sans même parler d'une analyse politique pourtant nécessaire. Au Congo Brazzaville et au Cameroun se sont déroulées des élections plus truquées que jamais. Elles ont reconduit au pouvoir des clans discrédités, manifestement honnis par des populations croupissant dans la misère. Au Togo et au Tchad, on s'efforce d'éviter à tout prix qu'advienne un processus électoral un tant soit peu honnête. Personne n'a songé à mettre ces faits sous les feux de l'actualité. Tout cela était tellement banal, normal en Afrique, la routine. Ce n'est même pas la peine d'en parler.

Pourtant ceux qui dissertent à perte de vue de politique africaine devraient s'abîmer en considérations pertinentes sur ces pratiques de fraude, leurs causes, leurs modalités, leurs moyens. Pourquoi une telle indifférence devant un phénomène capital ? On bute inmanquablement sur un passe-partout : c'est en Afrique, c'est comme ça. C'est-à-dire un refus d'analyse objective. Ce n'est pas au paysan africain à qui « *il ne vient jamais à l'idée de sortir de la répétition* », c'est aux chers présidents. C'était cela qu'il fallait dire. Qu'est-ce qui « *recommence toujours* », sinon les élections truquées reconduisant au pouvoir pendant des décennies les Compaoré, Biya, Bongo ? Là, on n'était plus dans le mythe mais dans une lourde réalité, sur laquelle on aimerait bien entendre un point de vue autorisé.

Le paysan africain qui, dans un grand élan vers l'avenir, piqué au vif par les propos de Sarkozy, voudrait se débarrasser de ce qui l'opprime et lui interdit toute initiative, se trouverait inmanquablement devant des balles françaises. Il le sait, cela lui est arrivé déjà bien des fois. Dès que l'Afrique s'invente un destin, comme elle le fit magnifiquement avec Thomas Sankara, on lui fait comprendre que ce n'est pas de ce destin-là qu'il s'agit. C'est ainsi que Sankara périt assassiné le 15 octobre 1987, pour avoir eu foi dans « *l'aventure humaine et l'idée de progrès* ».

Les Africains savent parfaitement qu'ils doivent livrer la longue et dure bataille pour leurs droits civiques, et que Nicolas Sarkozy ne les y aidera certainement pas. Cela ferait vraiment trop de changements aventureux pour la France, qui aime la répétition tranquille des bonnes affaires.

Odile Tobner

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Jours tranquilles à Birao



Enquête à Birao, théâtre de violents affrontements au printemps dernier.

Au premier coup d'œil, les rues de Birao semblent presque paisibles cet été. Loin de l'hystérie du monde moderne, la cité dégage même une quiétude campagnarde tout à fait trompeuse. Pourtant, la ville est en ruine et les habitants tentent de remettre un toit à leurs maisons, brûlées avant la saison des pluies qui débute. Alors, le long des pistes de latérite quadrillées par les militaires centrafricains et français, on s'active. Ici, nulle trace de cette frénésie propre aux capitales africaines : les gens parlent doucement, marchent calmement, se saluent dans une ambiance sonore épargnée par le grondement des moteurs. Mais cette quiétude rurale reste étrange. Cette tranquillité serait-elle une convalescence ?

De fait, malgré l'activité ostensible du petit marché, la ville ne retrouvera pas son visage « d'avant » puisque des quartiers entiers restent fantômes, ceux dont les familles ont pris la fuite en brousse. Car, pour une fois, cette année, il s'est passé quelque chose à Birao.

Début mars, ce bourg de 14 000 habitants, capitale de la Vakaga, est soudain sorti de

l'oubli pour s'afficher dans les quelques pages « initiées » de l'actualité africaine. Une attention plus que relative, il est vrai. La France vivait alors en pleine campagne électorale. Et ils ne furent pas nombreux, médias ou candidats, à s'interroger sur le rôle exact de nos soldats les 2, 3 et 4 mars dans cette région du bout du monde, l'une des pointes du « triangle des trois frontières » (Soudan, Tchad, Centrafrique), limitrophe du Sud-Darfour, zone hautement stratégique.

En novembre 2006, Birao, fut attaquée par une nouvelle rébellion : l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR). Ce mouvement hétéroclite – *melting-pot* d'« ex-libérateurs » en désespérance de paie, de jeunes de la région d'Ouandja authentiquement en lutte contre l'ostracisme de Bangui, d'anciens gardes-chasses des réserves voisines, ou des maigres forces du Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) – occupe la ville un mois durant. Une contre-offensive des Forces armées centrafricaines (FACA), largement épaulée par les soldats français de l'opération Boali, ainsi que les Mirages F1 venus de N'Djaména chassèrent les rebelles au début décembre. Puis, en février, le président Bozizé signa un accord à Syrte (Libye), avec celui qui revendiquait alors la direction de l'UFDR : Abdoulaye Miskine.

Un traité vite désavoué par ses propres trou-

pes, puisque le 2 mars, un autre leader de l'UFDR, Damane Zakaria, ancien exportateur d'hévéa originaire de la région, annonce attaquer Birao et « s'en prendre aux Français » dont l'interposition lui paraissait « une ingérence dans les affaires nationales ». Les 18 soldats français prépositionnés depuis quatre mois, doivent donc affronter une attaque à la mitrailleuse lourde. La riposte est aussitôt organisée depuis Paris : des Mirages F1 neutralisent les mitrailleuses juchées sur des pick-up, un saut opérationnel des parachutistes du GCP/3^e RPIMa reprennent l'aéroport assurant ainsi l'appui des Faca dans leur reconquête. Cette fois, l'UFDR s'est avancée jusqu'à Bria et c'est Bangui que vise Zakaria. Il est évident que sans l'aide de Paris, le pouvoir de François Bozizé aurait vacillé. Quoi qu'il en soit, à l'issue de deux jours de combats, alors que la totalité des habitants de Birao ont fui dans la brousse, 70 % des maisons sont brûlées et pillées. Chacun se rejette la faute, mais en tout état de cause, les Faca, certaines de l'issue de la bataille (légionnaires et parachutistes français sont derrière eux) se sont défoulées sur la ville. Petites haines ethniques, détestation des musulmans... Il pourrait aussi ne s'agir que du pillage et de la violence coutumière de soldats convaincus de leur impunité. Exactions gratuites, car il faut décrire Birao pour comprendre : il n'y a rien. Pas d'eau (seulement 20 puits pour 14 000 habitants), pas d'électricité, pas de routes, pas d'administration, un hôpital sans médecin, et seulement deux écoles, avec quatre instituteurs. Ainsi, au cours de la bataille, ce sont aussi les réserves de mil qui sont parties en fumée. Dans ces conditions, les habitants se disent simplement tous satisfaits de la présence des 200 légionnaires du 2^e REI et parachutistes du 3^e RPIMa. Bien sûr, leur présence a ramené la « sécurité ». Cet été à Birao, les habitants croisent, ça et là, des patrouilles françaises fort attentionnées, tout sourires, manifestement soucieuses de leur image. Il faut dire que la région est calme désormais, un silence des armes conforté par un nouvel accord signé en mars entre François Bozizé et Damane Zakaria et la nomination de celui-ci comme conseiller à la présidence. Bien sûr, la diplomatie française a appelé de tous ses vœux cette temporisation, car ni l'endroit ni l'époque ne sont propices à l'extension de l'implication tricolore.

Pourtant, il est un fait notoire, c'est qu'à Birao, il n'y eut ni massacre, ni bataille furieuse, ni de ces exactions capables d'attirer

Ubu roi

Parler d'incompétence pour les dirigeants promus par la France relève parfois de l'euphémisme, ainsi en témoigne cette anecdote. Elle illustre certaines contradictions à propos desquelles on pourrait chercher longtemps la moindre logique. Le 14 juillet, l'ambassadeur de France reçoit, dans sa résidence à Bangui, une bonne part de la communauté française. La présence de François Bozizé est annoncée. À l'intérieur du parc, coopérants, diplomates, hommes d'affaires et humanitaires l'attendent dans une profusion de petits-fours. Mais c'est à l'entrée que se joue l'événement. En effet, lorsque le cortège hurlant du président se positionne devant la porte, une quinzaine de gardes présidentiels centrafricains en arme veulent le suivre à l'intérieur de la résidence de l'ambassade. Nous sommes en terrain diplomatique et il n'est pas d'usage qu'une troupe étrangère en arme pénètre dans un territoire souverain, la sécurité de l'hôte étant alors confiée à l'armée locale. Le gendarme français s'interpose donc. Mais les gardes présidentiels ne se démontent pas, le frappent et forcent le passage. Mini-émeute. Les paras français s'interposent, les diplomates interviennent, et un agrément est trouvé : François Bozizé sera accompagné d'un seul soldat. Les jours suivants, le Quai d'Orsay se plaindra officiellement de l'incident et rappellera (momentanément ?) ses coopérants militaires.

Cet incident révèle bien l'état de déliquescence de l'armée, comme du pays tout entier. En effet, s'il y a bien un pays que François Bozizé se doit de ménager, c'est bien la France. Aux yeux de tous, le simple départ de 500 soldats de Boali scellerait sa perte... À moins que le rapport de force ne soit pas aussi déséquilibré que l'on croit, car *in fine*, la France aussi a besoin de la RCA...

et d'émouvoir les opinions publiques mondiales. De plus, une étude attentive des récits, des lieux et des intérêts de chacun vient confirmer que l'armée française a bien pris garde de ne pas trop s'impliquer, dénonçant même au passage « la rupture des liens entre population et Faca ». D'ailleurs, il n'y en avait guère besoin. Le simple appui des Mirage suffit à affirmer la détermination tricolore. Pour le reste, les combats centrafricains sont à l'image du pays : des luttes de pauvres. Il est probable que l'UFDR n'a jamais aligné plus de 500 combattants, et les Faca sont composées de 5 000 hommes. Pour un territoire grand comme la France, cela fait peu. Bien sûr, au sein de l'armée, la redoutée « garde présidentielle », composée elle aussi des « libérateurs » « tchadiens », (ceux qui ont accompagné François Bozizé dans son coup d'état de mars 2003) bénéficie d'un statut à part. Ceux-là se comportent en véritables seigneurs, semblent au-dessus des lois, et malgré leur faible nombre – 800 – sont l'un des principaux acteurs du malheur du pays¹.

Des indicateurs de développement au rouge

Mais c'est bien dans cette médiocrité sur l'échelle des tragédies mondiales que se joue le drame de la RCA. Car le pays va mal, très mal. Tous les indicateurs de développement humain sont au rouge, plaçant la Centrafrique comme l'un des trois pays les plus pauvres du monde. Pour une large majorité d'habitants, la vie se résume donc à une lutte quotidienne pour des besoins élémentaires parmi lesquels boire et manger. Pourtant le pays n'est pas aride et recèle même des richesses minières ou un potentiel touristique autour de sa faune, mais voilà : depuis l'indépendance, plus que tout autre sur le continent, la Centrafrique est le terrain de jeu exclusif de la France qui s'est ingénieusement à y promouvoir et à y soutenir corruption et incompétence gouvernementale. Dans ces conditions nul besoin de s'acharner à enquêter sur l'exact rôle des troupes françaises à Birao, ni sur la légitimité de leur présence², puisque de toute évidence la rébellion est strictement endogène et non pas orchestrée par Khartoum comme tendrait à le faire croire le Quai d'Orsay. En cela, l'opération de mars n'est que le symptôme d'un scandale beaucoup plus vaste que celui de la tutelle exercée par Paris depuis quarante ans et qui fait de la Centrafrique un cas d'école de la Françafrique. Depuis la mort mystérieuse de Barthélemy Boganda, en passant par Jean-Bedel Bokassa, David Dacko, André Kolingba, Ange-Félix Patassé puis François Bozizé, la France a systématiquement contrôlé le pouvoir, plaçant pour parfois ensuite destituer ses protégés (opération Barracuda, chute de

A. F. Patassé). Il suffit de se promener à Bangui pour comprendre que ce pays reste un paradis pour coopérants, barbouzes, mafieux ou mercenaires. Et si les deux bases permanentes de Bouar et Bangui furent fermées en 1998 à la suite des « mutineries » au cours desquelles nos soldats firent la loi à Bangui, l'opération Boali³ repositionna en 2002 une petite garnison opérationnelle formée en grande partie de spécialistes du COS (Commandement des opérations spéciales). De plus, la coopération militaire n'a jamais failli. Depuis 2003, un officier français est en place au titre de conseiller à l'état-major, une place très proche de la présidence⁴.

En effet, même si la RCA apparaît comme épargnée par les pillages organisés dans les pays voisins, sa position centrale reste stratégique et le maintien de l'influence française relève des objectifs traditionnels de la Françafrique : stratégiques (grâce au rayonnement possible dans les pays voisins dont le moindre n'est pas le Soudan), diplomatiques, politiques, et économiques⁵. Et puis il y a l'idéologie, car il n'est pas concevable de voir les pays francophones basculer un par un vers d'autres tutelles. Et s'il y a bien un pays que l'on ne peut pas « perdre », c'est la Centrafrique. Mais les temps changent et, en 2007, la présence militaire ne fait pas tout. C'est ce que peuvent méditer à loisir parachutistes et légionnaires en armes, lorsqu'en sillonnant quotidiennement Bangui, ils passent devant les ruines du palais omnisport dans lequel Bokassa fut couronné empereur. Ce bâtiment, cadeau de la France, s'effondre un peu plus chaque jour tandis qu'à 40 mètres s'élève désormais le plus bel édifice de la ville : un stade flambant neuf de 40 000 places, don de la Chine.

Bien sûr, ces mêmes soldats peuvent se consoler devant la médiocrité du pays en foot, et se dire que s'il est un investissement inutile, c'est bien celui-ci. Il reste que depuis quarante ans la tutelle française n'a pas non plus été productive du moindre développement, au contraire car le pays s'enfoncé jour après jour. Une succession d'erreurs ? Non, un échec savamment orchestré pour entretenir la RCA en situation de dépendance totale. En notre nom à tous, nos présidents ont délibérément placé depuis 1960, les 4 millions de Centrafricains sous une perfusion de pauvreté, de coups d'états et de dictatures « discrètes », assimilant hypocritement la protection apportée par nos soldats aux régimes en place, à la temporisation d'une crise entretenue de l'autre main.

La souffrance silencieuse de la population impose pourtant de toute urgence une remise à plat de notre relation à la Centrafrique. Et puisque le pays a besoin d'aide, nous avons un devoir impérieux, celui d'aider la RCA à bâtir une vraie démocratie, indépendante, économiquement autonome, arquée autour d'un débat politique soucieux du bien être de tous. Pour cela, il existe encore une classe intellectuelle de valeur, des journalistes courageux et intègres, ce sont eux qu'il convient

Saturday Night Fever

Au cœur de Bangui, les soldats français de Boali font recette. Précisément au « Songo night » une discothèque modeste où plusieurs fois par semaine, se rendent des paras français du camp Mboko. En tenue de combat, écusson Boali sur le bras gauche, drapeau tricolore sur le droit, en présence d'un sous-officier, quelques soldats se livrent à une sordide exhibition. En effet, des prostituées noires les y attendent, et sans être plus regardant que cela sur l'âge de leurs partenaires, les Français s'ébattent et font l'amour avec les jeunes filles dans un espace de la discothèque sans se dissimuler le moins du monde. Certes, on objectera que de tout temps les militaires en campagne restent des hommes et que la pratique des « bordels » est universelle. Toutefois ce sont les conditions même de l'exercice qui sont choquantes. En effet il s'agit de leur totale absence de complexe une espèce de conception coloniale de leur rapport au sexe. D'abord, il est à craindre que certaines prostituées soient encore mineures et nul ne pourra prouver le contraire, mais ce détail n'occupe guère nos braves soldats. Ensuite, l'institutionnalisation de la pratique : les soldats viennent en tenue, amenés par un camion et sous le contrôle d'un sous-officier, par rotation plusieurs fois par semaine. Une anecdote, évidemment, mais pourrait-on imaginer des soldats centrafricains en garnison en France venir se taper des prostituées potentiellement mineures, devant tout le monde, dans une boîte du centre de Paris ? Vu de ce côté...

de promouvoir et non pas les sempiternels colonels issus d'une armée totalement corrompue. Voici le seul schéma dans lequel Nicolas Sarkozy devra s'inscrire sous peine de trahir ses engagements du Bénin. Peut-on rêver ?

*De notre envoyé spécial
Vincent Munié*

1. À noter que la garde rapprochée de F. Bozizé fut longtemps commandée par un mercenaire français, ex-légionnaire, un certain « Demba » (à ne pas confondre avec J. P. Bemba, présent lui aux côtés de Patassé).

2. En vertu de l'application de l'accord de défense qui lie la France à la RCA et qui l'oblige à intervenir en cas d'agression extérieure.

3. L'opération Boali débuta sous le prétexte classique de protection de la communauté française, pour s'éterniser et se transformer, à l'instar d'« Epervier », ou de « Noroît » en une présence permanente.

4. Un poste occupé en son temps par le général Guillou.

5. Comme en témoignent, via le récent rachat d'Uramin, le soudain intérêt d'Areva, ou les coups d'œil non dissimulés de Bolloré vers les forêts du sud-ouest, frontalières du Cameroun et du Congo

CAMEROUN ET CONGO BRAZZAVILLE

Élections truquées « rituel folklorique »



Dans un ordre immuable, les élections dans le pré-carré français continuent d'être des farces



électorales. Derniers exemples en date : le Cameroun et le Congo Brazzaville.

Le 22 juillet, lors des élections législatives et municipales, le parti du président Paul Biya, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), a remporté les deux scrutins. Il obtient au moins 152 des 180 sièges de députés. Aux municipales, le parti présidentiel contrôle 303 des 363 communes. Notamment dans l'arrondissement de Yaoundé où le RDPC a gagné toutes les mairies.

Cameroun : une fraude majuscule

Le seul énoncé de ces résultats donne la mesure de l'ampleur de la fraude à la mesure de l'impopularité de fait du régime. À peine cinq millions de Camerounais sont inscrits sur les listes électorales, sur une population estimée à plus de seize millions de personnes. On ne connaît d'ailleurs toujours pas le chiffre de la population, depuis que le processus de recensement s'est perdu dans les sables des divers sabotages. Et sur ces cinq millions d'inscrits, à peine la moitié est allée voter. L'abstention est la seule façon pour les Camerounais d'exprimer leur lassitude et leur dégoût. Dans le fief présidentiel le nombre des votants était par contre supérieur au nombre des électeurs inscrits.

La fraude a été si impudente que les ambassades des États-Unis, des Pays-Bas et le Haut-Commissariat du Royaume-Uni, qui ont envoyé des équipes d'observateurs sur le terrain lors des élections législatives, n'ont pas hésité à publier un communiqué très inhabituel qui contient quelques phrases particulièrement sévères : « [...] dans l'ensemble, ces élections représentent une occasion manquée pour le

Cameroun – une occasion manquée – pour continuer de construire la confiance publique dans le processus électoral. [...] Le déroulement du scrutin, notamment au niveau local, était entaché d'irrégularités. [...] La mise sur pied, le plus tôt possible, d'une commission électorale indépendante constitue une étape essentielle dans ce processus, étant donné que seule une institution véritablement indépendante permettra aux citoyens d'avoir une confiance totale dans le processus démocratique. »

Le gouvernement n'a pas caché sa colère et, par la voix du ministre des relations extérieures Jean-Marie Atangana Mebara, a jugé que ce communiqué constituait une provocation créant les conditions d'un « incident diplomatique ». L'ambassadeur de France, au mieux avec les personnalités les plus contestables du régime – il est reçu en villégiature dans la propriété de Gervais Mendo Zé, extravagant et ruineux directeur de la CRTV (télévision d Cameroun) pendant seize ans – s'est bien gardé, lui, de faire la moindre observation sur un processus électoral qualifié de « rituel folklorique », selon la représentation camerounaise de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch (HRW). La Coalition nationale de la société civile pour les élections au Cameroun a déclaré que « les élections municipales et législatives du 22 juillet 2007 ont été une mise en scène antidémocratique soigneusement orchestrée ».

Après trente années sous la coupe du parti unique, les dix-sept années que le Cameroun a passées sous le régime de la fraude électorale ont certainement été les pires à tout point de vue : elles ont vu exploser la corruption et le pillage des ressources du pays, régresser le développement humain, plonger la majorité des Camerounais dans la misère et le désespoir, dans une absence totale de perspectives d'avenir pour des générations de jeunes. Certains semblent s'en inquiéter à juste titre, mais un peu tard, d'autres continuent à soutenir l'insoutenable, sans craindre de nier toute responsabilité dans une situation désastreuse.

Scénario identique au Congo Brazza

Le 24 juin, le premier tour des élections législatives s'est déroulé dans un tel

chaos, que les autorités ont été amenées à convoquer des élections partielles dans 19 circonscriptions, les 8 et 15 juillet, et à repousser au 4 août le second tour, initialement prévu le 22 juillet. Mais ce second tour n'a guère été plus crédible, du fait des nombreux dysfonctionnements signalés.

Ce scrutin a été remporté de façon écrasante par le tout puissant Parti congolais du travail (PCT). Les opposants, dont une partie a boycotté le vote, ont dénoncé ces désordres et certains ont demandé son annulation.

Cinquante-trois sièges, sur les 137 que compte l'Assemblée nationale, ont été pourvus lors du premier tour. Le PCT du président Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis 1997, a raflé la mise en emportant, avec ses alliés, 50 sièges, contre trois seulement à l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), principale formation d'opposition.

Le PCT gagne 90,5 % des sièges

Au final, le PCT et ses alliés ont obtenu la majorité absolue en raflant 124 des 137 sièges de l'Assemblée. L'opposition sera représentée par deux partis, l'UPADS, qui a obtenu 10 sièges, et l'Union pour la démocratie et la République (UDR-Mwinda), de feu André Milongo, qui n'a glané qu'un seul siège alors qu'il en avait remporté huit dans l'Assemblée sortante.

Fraude imparable

La fraude s'est faite d'abord en amont du processus électoral suivant un processus imparable : pas de recensement de la population, pas de listes électorales honnêtes, pas de carte électorale pour ceux qu'on soupçonne d'être hostiles au pouvoir, votes multiples pour les partisans du régime, le tour est pratiquement joué. Il ne reste plus qu'à annoncer enfin des résultats fabriqués sur mesure.

De telles élections ne servent qu'à désespérer davantage la population, dont le sort n'est pas près de s'améliorer et qui risque au contraire d'empirer.

Odile Tobner

Mettre le compteur politique à zéro

 Rien ne va plus au Togo. Un calme très précaire semble y régner. Un duel fratricide fait rage entre les deux fils Eyadéma. On attend toujours les élections législatives.

M^e Apollinaire Madji Yawovi Agboyibor vient de présenter sa lettre démission du poste de Premier ministre à Faure Gnassingbé qui l'a refusée. Ligotés par l'Accord politique global (APG), les deux compères ne pouvaient pas se séparer sans mettre en péril leur existence. Faure a besoin de Madji-le-Magicien, qui lui confère un vernis de reconnaissance. C'est ainsi qu'il a pu sortir enfin de son profond silence pour dénoncer les préfets et les chefs traditionnels affidés au Clan Gnassingbé. En menaçant de lui ôter sa botte de foin, la réponse du berger au béliet noir ne s'est pas faite attendre. Le Clan estime que Me Agboyibor et le professeur Gninivi, issus des rangs de l'opposition, devraient apporter une caution politique, malheureusement ils ne font pas le travail de promotion espéré. Ils apparaissent plutôt comme des témoins gênants au sein du fameux gouvernement d'union nationale. L'APG qui était à l'époque perçu par le Clan RPT comme une victoire est devenu aujourd'hui un lourd fardeau.

Sombres incertitudes

Par ailleurs, selon les points de vue des cadres du RPT, le fait d'accepter Ouaga XII avec l'implication de l'Union européenne dans l'organisation des législatives sincères et transparentes, a pour effet pervers le risque de perdre le pouvoir. Le Clan se trouve ainsi pris dans les rets de ses propres turpitudes. Il commence à regretter l'époque glorieuse où le dictateur Eyadéma pouvait facilement dissoudre la Commission électorale nationale indépendante (CENI) lorsqu'il sentait venir la défaite. La récente sortie de Faure contre son Premier ministre et l'éditorial du 14 juin dernier de Koffi Souza, pseudonyme de Charles Debbasch, ministre-conseiller à la présidence de la République et cerveau de nombreux coups fourrés, s'inscrivent dans cette stratégie initiée sous Eyadéma que les rejetons veulent reproduire, alors qu'ils n'ont pas la dextérité cynique du père et que le contexte juridique et international a beau-

coup changé.

Tout le jeu de Faure consiste à avoir une mainmise totale sur l'organisation des législatives, c'est-à-dire notamment une CENI composée de membres complètement dévoués. Mais c'est une option qui implique la sortie préalable du cadre de l'APG, or ceci comporte des risques incalculables et des conséquences que le Clan n'est pas en mesure d'évaluer. Ces incertitudes font que Faure et les siens, bien que tentés, hésitent encore. D'autant que les militaires ne sont plus disposés à les suivre comme un seul homme. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas trouvé une solution leur assurant la victoire, les législatives n'auront pas lieu. Ce qui est embarrassant pour le Clan est que, en même temps que la constitution tripatouillée de décembre 2002 reconduit de fait l'Assemblée nationale monocolore, Ouaga XII le contraint à tenir ses engagements électoraux. Ces hésitations trouvent essentiellement leurs sources dans les divergences de stratégie de confiscation et de gestion du pouvoir entre Faure et Kpatcha, le demi-frère, tout-puissant ministre de la Défense, surnommé « vice-président ». Les deux frères s'entendent comme larrons en foire sur la confiscation du pouvoir elle-même, mais sont opposés sur la stratégie et la gestion de cette confiscation.

En effet, Kpatcha estime, à juste titre peut-être, avoir joué un rôle essentiel dans la prise du pouvoir. Ne sont-ce pas ses milices armées et transportées dans des véhicules de la Société togolaise de coton dont il est le président du conseil d'administration, qui ont répandu la terreur et la mort à Lomé et à l'intérieur du pays ? N'est-ce pas lui qui est cité dans les rapports internationaux relatifs aux crimes contre l'humanité commis lors des élections d'avril 2005 et lui qui risque de comparaître devant les juridictions internationales comme son ami Charles Taylor ? Contrairement aux idées répandues, Faure n'a pas la tête à l'emploi de chef d'État que la Françafrique, aujourd'hui amèrement déçue, lui avait confié. Sa personnalité trop labile ne lui confère aucune capacité de décision, ne serait-ce garantir l'APG qu'il a signé ou ses engagements qu'il a contractés lors de différentes rencontres. Faure ressemble parfaitement à cet âne qui, placé à mi-chemin entre une botte de foin et un seau d'eau, se laisse mourir de faim et de soif pour n'avoir pas pu choisir. Par contre, Faure est un homme de décision lorsqu'il s'agit de courir le jupon. Il sait utiliser l'emploi pour appâter les femmes allant même cocufier certains chefs-corps de

son armée qui en souffrent dans leur dignité. En fait, au sommet de l'État, les deux frères jouent chacun sa partition. Kpatcha estime avoir le charisme et la force de caractère de leur père Eyadéma. Nombreux sont de plus en plus les membres du Clan à penser qu'il est « l'homme de la situation » qui peut incarner la continuité et à même de faire des réformes.

Frères ennemis

En ce moment Faure est très inquiet et en même temps déterminé à conjurer le sort en neutralisant d'une manière ou d'une autre Kpatcha. Le premier scénario inscrit sur son agenda intime consiste à trucider son frère consanguin. Mais il est conscient que cette option comporte beaucoup de risques pour lui. Le deuxième scénario est d'empêcher par tous les moyens une éventuelle victoire de Kpatcha aux imprévisibles législatives, et ensuite l'éjecter du gouvernement qui sera formé. Pourquoi Faure cherche-t-il à empêcher l'élection de son frangin ? Parce qu'il est persuadé qu'une fois élu député, Kpatcha prendra la présidence de l'Assemblée nationale, provoquera sa mort le plus « naturellement » possible par des pouvoirs occultes dont il a le secret pour s'offrir ainsi la voie royale vers la magistrature suprême.

Dans la configuration politique actuelle, ni le retour à la constitution de 1992, ni les législatives, sincères et même transparentes, n'apporteront de solutions probantes. Car la décomposition du Togo est très avancée et touche au mental collectif. Les grandes et petites combines à courte vue et souvent de nature sadomasochistes ne peuvent pas permettre de le mettre sur le chemin de la reconstruction morale et de la démocratie. Hier le Ghana, le Mali, le Niger ou la Mauritanie étaient dans le gouffre comme actuellement le Togo, ce pays sans eau ni lumière. Dans ces pays, des militaires ont pris leur responsabilité en engageant et en respectant leur parole d'honneur devant le peuple. Aujourd'hui le parrain de la Françafrique, Jacques Chirac, n'est plus aux commandes. Le contexte est plus que favorable pour mettre le compteur à zéro, c'est-à-dire qu'il est temps que des militaires patriotes prennent leurs responsabilités. On est désolé d'envisager ce cas de figure.

*Waste Aregba
Comi Toulabor*

FRANCE AFRIQUE

Réactions au discours de Dakar

Les réactions au discours prononcé par Nicolas Sarkozy à l'université Cheikh Anta Diop à Dakar le 26 juillet ont été très nombreuses et critiques.

Toutes ces réactions ne sont pas d'un égal intérêt, mais chacun pourra y trouver celle qui est le plus à son goût. Nous en publions deux, dont celle de Boubacar Boris Diop, signataire, de la Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy dans laquelle l'auteur Jean-Luc Raharimanana invite le président français au débat.

Boubacar Boris Diop : un discours insupportable

Je ne suis pas surpris par le discours de Sarkozy, je voyais cela arriver et je l'ai souvent écrit.

Des ouvrages négationnistes, best-sellers en France, aux récents propos de Sarkozy à Dakar, en passant par les insultes racistes de journalistes comme Marc-Olivier Fogiel et Pascal Sevran et la loi sur les « aspects positifs de la colonisation », la ligne est droite. Une continuité absolue. Beaucoup d'entre nous ne voulaient pas l'admettre mais une partie significative de la société française ne fait plus mystère de sa négrophobie depuis quelques années. Le président français est bien informé de l'état de son opinion publique et il assume sans complexe de tels préjugés raciaux.

L'indigence du discours de Dakar est d'autant plus manifeste que le nouveau président a prétendu prendre de la hauteur. Pas par simple coquetterie, c'était aussi pour faire oublier les mots grossiers (« racaille », « nettoyer au kärcher ») qui l'ont beaucoup aidé dans sa marche vers le pouvoir. Hélas pour lui, une telle grandiloquence est sidérante ! L'emphase peut parfois masquer le vide de la pensée mais très souvent elle en souligne cruellement la niaiserie. Cela a été le cas avec cette adresse à la jeunesse africaine. Tout le monde a bien noté que Sarko-

zy a totalement fait abstraction de la politique africaine réelle de la France – soutien à des dictatures sanguinaires, pillage des ressources du continent et complicité dans le génocide des Tutsis du Rwanda – pour se fendre d'une plate apologie de la colonisation.

Il n'est pas digne d'un chef d'État de parler de la traite négrière dans les termes où il l'a fait. Ces mots-là vont peser très lourd dans un avenir proche et si la France avait des ambitions africaines hors de son pré-carré, c'est plutôt mal parti pour elle ! Comment expliquer cette attitude si incroyablement irrespectueuse ? Certes, face à des présidents africains qui n'oseront jamais élever la moindre protestation contre son pays, Sarkozy sait bien qu'il n'a aucune raison de se gêner. Il méprise ces gens au-delà de toute expression.

Mais au-delà de ce lien de sujétion politique, un certain discours, nonchalant et désinvolte, de nos élites sur l'Afrique est en cause. Sarkozy vient de donner aux théoriciens de l'afropessimisme une bonne occasion de réajuster leurs analyses, du moins aux plus scrupuleux d'entre eux. La plupart de ces intellectuels étaient sans doute de bonne foi mais leur réflexion était malheureusement par trop simpliste et désincarnée. Elle se tenait si

loin des rapports de force politiques réels – par prudence ou par naïveté ? – qu'il n'a pas été difficile de la « racialiser » et de la détourner de sa trajectoire naturelle. Au lieu d'aider à un sursaut des Africains, la littérature afro-pessimiste a surtout fourni des arguments aux racistes – ils citent d'ailleurs ces ouvrages à tout bout de champ, avec une grande délectation – et conforté l'Occident dans son sentiment d'innocence. L'arrogance d'un Sarkozy vient en partie de là. Ces auteurs devraient se soumettre, en toute honnêteté, à un examen de conscience.

Le seul point positif du discours de Sarkozy réside dans le fait qu'il rend de plus en plus difficile, par sa brutalité même, les faux-semblants et les louvoiements. Le fait que Sarkozy soit à la tête d'un pays important ne l'a pas empêché de dire des inepties mais son statut présidentiel leur donne de l'écho et attire au moins l'attention sur la gravité de la situation. Désormais il sera bien difficile de nier la signification politique de cette négrophobie et la nécessité d'y répondre de manière appropriée.

Boubacar Boris Diop est romancier et essayiste.

Il fut directeur de la publication du *Matin de Dakar*, un quotidien indépendant.

Binyavanga Wainaina : safari avec Monsieur Sarkozee

Le paysan africain ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles. Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès. »

Nicolas Sarkozy, Dakar, 26 juillet 2007

J'ai le plaisir d'annoncer qu'une nouvelle espèce d'oiseau, le faisan* africain, vient d'être découverte par Nicolas Sarkozee, un passionné de la faune sauvage. Après des années d'observation minutieuse des faisans du monde entier, il a visité l'Afrique de l'Ouest où il a passé un certain temps dans la jungle, notant soigneusement les caractéristiques de ce curieux oiseau. Le mois dernier, il a fait une communication à Dakar sur ses découvertes, exposant l'ensemble de caractéristiques qui font du faisan africain un spécimen unique de gibier à plumes. Sarkozee a parlé de « l'éternel recommencement des mêmes gestes ».

L'éminent chercheur, célèbre pour ses recherches minutieuses, a observé les faisans picorant un sol vide pendant plusieurs générations et a conclu qu'ils vivaient dans un monde « imaginaire où tout recommence toujours ». Comme la plupart des gibiers à plume, le faisan africain a une chair coriace, riche et sombre. Il est devenu assez commun en Europe, où il vit dans des grottes à étages dans les banlieues entourant Paris et d'autres villes. Pendant des générations, des faisans africains ont été importés en France, si bien que ce pays est désormais sur leurs itinéraires de migration. Mais des facteurs environnementaux – murs et clôtures, barbelés et épines, policiers et soldats, pour ne pas parler des menaces verbales – ont posé des problèmes à l'habitat du faisan en France.

« Vu leur nature particulière, ils ont bénéficié grandement de notre contrôle et de notre influence bénéfique », a déclaré l'éminent observateur. Il faisait allusion aux faisans qui avaient réussi, grâce à une formation minutieuse dispensée par des experts français bienveillants, à apprendre comment quitter leurs foyers pour venir chercher de la nourriture à picorer en France, où ils deviennent gras, sont enfermés dans des cages autour de Paris et mis au pot au bout de quelques mois.

Monsieur Sarkozee, qui a été pendant des années l'Autorité française de contrôle de la Peste (aviaire), a critiqué l'importation imprudente de faisans africains. Cela a con-

duit, a-t-il expliqué, les oiseaux africains à acquérir des comportements de faisans européens. Résultat : les faisans africains en France ont des comportements de volaille gâtée, picorant, chahutant et gonflant leur plumage avec colère. « Ces volailles sont devenus des racailles. C'est pourquoi je suis venu étudier le faisan africain dans son environnement naturel. Ici, il se comporte comme au bon vieux temps, entouré par des génocides verts, des dictateurs chauds et des contrats pour des centrales nucléaires. Ici cette espèce, si différente de la nôtre, ne connaît que le recommencement du temps, toujours en rythme, et cela, pour moi aussi, c'est aussi un problème. »

Dans un discours tenu devant l'élite des défenseurs de la gent faisandière, parmi lesquels Omar Bongo et Muammar Kadhafi, il a insisté sur la nécessité de créer un partenariat « euro-africain » pour préserver le faisan africain. Sarkozee a bien pris le soin de recourir à des mots simples pour expliquer son analyse complexe du problème des faisans africains. « Je veux parler en clichés simples et rythmés de l'Afrique, car je parle au faisan africain simple et rythmé. En travaillant avec les populations de faisans migrants en France, j'ai appris à communiquer de la manière appropriée. Ceci est la manière la plus diplomatique et charmante d'amener les faisans africains à me faire confiance. »

A la question de savoir pourquoi il prétendait avoir découvert le faisan africain, alors que les Africains le connaissaient depuis longtemps, il a dit : « La France sera à vos côtés tel un ami inébranlable pour développer le faisan africain. Ceci est mon rôle. Je fais cela car je désire aider l'Afrique à se développer. Mes riches amis en France donneront un coup de main pour cela. »

Certains analystes qualifient la nouvelle politique de protection de Sarkozee de revigorante. L'un d'eux déclare : « Il plaide pour une chasse de bonne volonté au faisan africain, au lieu de la chasse de la vieille école. Il a eu l'intelligence de s'allier à des éminents défenseurs du faisan africain tels le Professeur Omar Bongo, qui s'est spécialisé dans le recyclage des ressources pétrolières du Gabon au service du maintien du faisan africain dans sa condition immémoriale, à l'abri de l'influence polluante d'autres espèces. »

Par ailleurs, la suggestion a été émise que le cri unique du faisan africain, un cri à la fois rythmé, répétitif et absurde — Ugg

Ugga Ugg – pourrait faire un bon hymne pour le partenariat euro-africain.

Monsieur Sarkozee est aussi musicien et il espère que ce cri rythmique servira à éveiller les consciences sur le destin de cet oiseau, qu'il entend sauver. En soutien à cette initiative, Bongo a mis à sa disposition son opéra personnel, doté d'un studio complet. Des dizaines de milliers de faisans vont être acheminées des banlieues parisiennes, des champs d'Afrique centrale, de Sandton et Gugs, du Caire et de la Vallée du Rift. Une fois sur scène, ils vont gazouiller sur leur mode répétitif, identique et absurde et l'enregistrement sera financé par le projet Langages des Espèces marginalisées du ministère français de la Culture.

* L'auteur fait un jeu de mots entre peasant (paysan) et pheasant (faisan)

Article original publié le 14 août 2007 dans le Mail And Guardian (R-U). Traduit de l'anglais par Fausto Guidicé.

100 % recyclables

Comme nous le présentions dans notre édition de juin (*Billets* 159), les vieilles amitiés de Nicolas Sarkozy dans les Hauts-de-Seine laissaient présager d'une continuité dans la conduite de la politique africaine de la France. La présence, cet été, du superbarbouze pasquaïen Jean-Charles Marchiani, dans la délégation française qui accompagnait le président français en Afrique, en est un signe supplémentaire. En recyclant l'ancien lieutenant de Charles Pasqua, pourtant beaucoup mis en examen par la justice française, Nicolas Sarkozy nous dit clairement : la « rupture » avec la Françafrique attendra. RdB

Livre blanc

La Commission Mallet, chargée de rédiger le futur Livre blanc qui engagera la politique de défense de la France pour les quinze prochaines années, a lancé le 29 août le débat sur internet avec l'ouverture de son site et d'un forum. www.livreblancdefenseetsecurite.gouv.fr. À vos claviers ! C'est le moment de faire entendre les revendications de Survie.

Discours de Dakar : une salve de réactions

L'ancien président du Mali Alpha Oumar Konaré, président de la commission de l'Union africaine (UA), a été le premier à réagir très sévèrement le 27 juillet dans une interview à Radio France Internationale (RFI). Le journal *Wal Fadjri* (Dakar, Sénégal), ouvre le ban en publiant, le 28 juillet, « Nico Lagaffe, Sarko l'immigré », par El Hadj Hamidou Diallo, secrétaire général du BRDS (Bloc pour le renforcement de la démocratie). Cet article est repris par *Le Courrier international* le 30 juillet, avec un commentaire intitulé « Sarko la gaffe ». Le premier août, *Le Messenger* (Douala, Cameroun) publie la réaction d'Achille Mbembe : « L'Afrique de Nicolas Sarkozy ». Dans *Le Messenger* encore, Mamadou Koulibaly, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, répond à Nicolas Sarkozy le 6 août. Devant les nombreuses réactions à son article, Achille Mbembe revient sur le sujet avec « France-Afrique : ces sottises qui divisent », publié le 9 août par *Le Messenger* et *Africulture*. En France *Libération* a consacré pas moins de six Rebonds aux réactions à ce discours :

- « L'homme africain », par Thomas Heams, maître de conférences en génétique à Paris (2 août).
- « Lettre ouverte à Nicolas Sarkozy », signé par Jean-Luc Raharimanana (Madagascar), Boubacar Boris Diop (Sénégal), Abderrahman Beggat (Maroc, Canada), Patrice Nganang (Cameroun, États-Unis), Koulsy Lamko (Tchad), Kangni Alem (université de Lomé) et l'éditrice Jutta Hepke (Vents d'ailleurs) (10 août).
- « Sous nos yeux, l'histoire se répète ! », Par Véronique Tadjou poète et romancière ivoirienne (13 août).
- « Géopolitique de la nostalgie », Florence Brisset-Foucault (doctorante, Paris-I-Sorbonne), Marie-Emmanuelle Pommerolle, (maître de conférences, université Antilles-Guyane), Étienne Smith et Emmanuel Viret (doctorants, Sciences-Po, Paris).
- « Les tribulations sarkoziennes en Afrique et l'histoire à l'école », par Bernard Girard (professeur d'Histoire-géographie à Laval) (20 août 2007)
- « En mémoire de notre père : L'histoire de l'Afrique ne commence pas au moment de la colonisation », Nathalie et Sophie Kourouma, filles d'Ahmadou Kourouma,

écrivain ivoirien.

Le Monde publie « Le faux pas africain de Sarkozy », Philippe Bernard (23 août). On trouve sur le site Afrikara : « Le discours inacceptable de Nicolas Sarkozy », par Boubacar Boris Diop (25 août). Enfin, *Le Monde diplomatique* publie « L'Afrique au Kärcher », par Anne-Cécile Robert.

Le 3 août, le site de l'Élysée publie une Lettre de félicitations adressée par le président de la république d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, à Nicolas Sarkozy, lequel lui répond le 13 août.

Le 24 août, devant les remous provoqués en Afrique par cette lettre, après avoir rappelé que le discours de Sarkozy au Sénégal le mois dernier avait été jugé raciste et paternaliste envers l'Afrique, la présidence de la République sud-africaine devait préciser que les félicitations de Thabo Mbeki ne concernaient que le soutien de la France à la renaissance et au développement de l'Afrique. Un dossier sur cette lettre : Thabo Mbeki victime collatérale du discours de Dakar ? est disponible sur le site de la LDH Toulon, rubrique Histoire et colonies, Sarkozy et l'histoire, avec de nombreuses autres réactions au discours, notamment celles d'Amadou Mactar Mbow, Mamadou Diouf, Ibrahima Thioub, Jean-François Bayart, Gilles Manceron, Catherine Coquery-Vidrovitch, Benjamin Stora. Et ce n'est sans doute pas fini...

Pompier pyromane

François Fillon compte soutenir les exportations françaises d'armement confrontées à une concurrence toujours plus vive selon l'AFP. À cette fin, le premier ministre entend mobiliser son gouvernement avec la création d'une commission *ad hoc*. « Dans un marché en pleine expansion, nos exportations d'armement font face à une concurrence de plus en plus diversifiée. La France ne doit pas laisser ses positions se dégrader » dit-il. Pas un mot sur ce qui engendre et entretient les conflits qu'il faut alimenter en matériel à tuer afin de gagner sa vie (en toute concurrence loyale). Pas de commission *ad hoc* pour soutenir l'exportation des efforts susceptibles de rétablir la paix là où la guerre fait rage. Dommage. Mais on pourra toujours envoyer par la suite notre French Doctor Kouchner! S. C.

Un petit pays qui se veut grand

La France est un petit pays, qui s'étouffe dans ses contradictions. Comme tous les pays ? Peut-être... mais il a du mal à embrasser les défis qu'il se lance à lui-même. Des défis qui le mettent en demeure de devenir grand – pour exister. Quelle gageure ! Non, pas du tout, c'est tout simple. Après avoir lu le discours de Nicolas Sarkozy à Dakar, j'ai rêvé l'avoir immédiatement rencontré pour lui dire comment son petit pays pourrait devenir grand. Il suffit d'assumer son passé, Monsieur le Président, le véritable passé, avec toutes ses scories. Sa reconnaissance agirait comme un désinfectant. C'est tout simple, avouez, et ce petit pays pourrait devenir grand. Enfin ! Le réveil a été douloureux. Point de rêve mais un cauchemar. À défaut de convaincre le président français, il fallait espérer. Espérer que Bernard Kouchner saute dans un avion pour

Kigali, démissionne du gouvernement en vol et dise au président rwandais : « Je vais prendre le bus pour Butare, où je trouverai une voiture pour me rendre à Murambi.¹ J'ai quelque chose à dire aux victimes du génocide si vous me le permettez. » Il pourrait alors se tenir devant les dépouilles des victimes et s'adresser à eux : « Pardon ». Il reprendrait alors l'avion du retour, et en atterrissant à Paris, il ferait partie de l'Histoire d'un grand pays. Espérons.

Sharon Courtoux

1. À Murambi, dans le sud du Rwanda à une demi-heure de voiture de la ville de Butare, sont exposés les ossements des victimes d'un des plus terribles massacres du génocide. Des troupes françaises installées à Murambi durant l'opération Turquoise sont accusées de graves crimes par de nombreux rescapés. Certains ont porté plaintes contre ces faits.

Des labels privés qui ne sont pas vraiment verts



Alors que Nicolas Sarkozy s'est dernièrement

enthousiasmé pour la préservation de la forêt africaine, enjeu « essentiel » pour l'équilibre écologique du monde, le manque d'indépendance des sociétés d'écocertification pose les limites de la régulation privée de l'exploitation forestière.

Les forêts tropicales, régressent d'environ 1 % par an et pourraient même disparaître dans les cinquante ans, selon les grandes associations écologistes (AFP, 2004). Bien que l'écocertification FSC (Forest Stewardship Council) soit une des plus réputées, elle certifie des entreprises qui ne le méritent pas. Au Cameroun, certaines associations estiment que les forêts primaires auront disparu d'ici 2015 environ, si leur exploitation intensive se poursuit. Déjà le moabi (un arbre sacré) a disparu (Verhagen H & C Enthoven, 1993) dans la région autour de Dimako (Cameroun), où la SFID (filiale de Rougier) l'exploite depuis 1993. Or, en février 2006, après la certification d'une concession forestière au sud du Cameroun exploitée par la société Wijma, l'ONG Forest people programme dénonçait la persistance des conflits entre celle-ci et les communautés locales. Des conflits portant sur les limites entre la concession et les forêts communautaires. Certains critères du référentiel FSC ne sont pas respectés, comme la fermeture des pistes sur les parcelles déjà exploitées pour prévenir le sciage sauvage. Du bois a été coupé et abandonné sur place ce qui s'assimile à de la coupe illégale. Wijma a minoré les volumes de bois exploités dans ses déclarations à l'administration. Le dernier rapport de l'ONG CED mentionne pourtant que ces deux infractions sont une pratique illégale en hausse et peuvent « causer des manques à gagner pour l'État camerounais de plusieurs centaines de millions de francs CFA par an ». Pour Samuel Nguiffo, secrétaire général de l'ONG camerounaise CED : « Voilà bientôt un an

que Wijma vend du bois avec le label FSC, alors qu'il ne le mérite pas » (www.wwo.fr, 27 octobre 2006).

En 2000, les dirigeants de Bolloré se sont entretenus avec le WWF et Tropenbos (le programme néerlandais de recherche sur la forêt tropicale) afin d'obtenir une certification du Conseil de gestion durable des forêts (FSC) pour les concessions de la HFC et de la SIBAF (Forests Monitor Ltd, mars 2001). Ainsi, en 2007, Bolloré Paper est devenu le premier et l'unique fabricant de papier mince certifié FSC au monde. Il est possible que cette gamme de papiers réponde effectivement aux normes du FSC, dans un secteur très circonscrit de l'exploitation des forêts. Cependant, au sein d'une même entreprise de production de papier, il paraît difficile de parvenir à différencier les grumes provenant d'une zone d'exploitation certifiée d'une autre qui ne l'est pas. Or, selon l'enquête de l'ONG britannique Global Witness (31 janvier 2003), près de 60 % des coupes de bois dans le pays se font dans la plus grande illégalité. Parmi les entreprises impliquées, certaines sont françaises et appartiennent aux groupes Pasquet et Rougier.

Si la certification FSC de Bolloré n'est actuellement pas mise en cause, ses pratiques depuis de nombreuses années sont pourtant loin de respecter le développement durable. Ainsi, en dix ans seulement, le petit village de Kika est passé de 25 à 6 000 habitants (WWF 20 juin 2000)

après l'implantation d'une de ses filiales, la SIBAF. Cet afflux de travailleurs, venus d'autres régions du pays, a perturbé les peuples Baka et Bangando dont les territoires traditionnels se trouvent en partie sur la concession forestière de la SIBAF. La société HFC/Forestière de Campo (autre filiale de Bolloré), refuse aux villageois l'accès aux dépôts de déchets de bois alors même qu'ils ne sont pas valorisés. Ceux-ci brûlent en permanence avec les bidons en plastique de pesticides utilisés pour le traitement du bois. Au niveau social, l'exploitation des forêts oblige à des déplacements de population.

Des pratiques anciennes qui perdurent probablement dans d'autres concessions forestières. Ce qui nous fait dire que Bolloré s'achète une bonne image à peu de frais, même dans l'hypothèse où la filière de papier labellisée FSC serait réellement fiable. Bien que ce label soit considéré par le WWF ou Greenpeace comme étant le plus fiable, cette forme de régulation privée n'obtient pas non plus de résultats satisfaisants. Les limites des labels privés résident dans le fait que les référentiels sont souvent trop vagues. Il y a surtout un manque évident d'indépendance puisque ces sociétés d'audits sont payées par les entreprises qu'elles contrôlent.

Thierry Brugvin

Retrouvez cet article avec toutes les références bibliographiques sur billetsdafrique.info

Gorilles ou chimpanzés

[...] « Dans mes invités, vous verrez une femme, Jane Goodall, que je vais vous présenter et qui a consacré sa vie à la forêt. Aux gorilles dans la forêt. On a tous été marqués par ce film remarquable. J'espère que tous vous l'avez vu. C'était une façon pour moi de dire que le monde d'aujourd'hui a besoin de l'Afrique. » [...]

Nicolas Sarkozy, conférence de presse à Libreville (Gabon), 26 juillet 2007

www.dailymotion.com/video/x2nxja_sarkozy-conf-de-presse-au-gabon_news

[Et Nicolas Sarkozy a besoin de revoir ses connaissances. Son invitée, Jane Goodall est spécialiste des chimpanzés. Elle a été confondue avec Dian Fossey, spécialiste des gorilles, héroïne du film *Gorilles dans la brume*, où son personnage est interprété par Sigourney Weaver et où elle meurt à la fin, assassinée, comme dans la réalité, hélas ! Elle ne peut donc pas se trouver devant Sarkozy, à moins d'un tour de magie de la sorcellerie africaine. Mais tout ça ce sont des anglo-saxons qui s'occupent de singes. Comment voulez-vous qu'on s'y retrouve ? -]
Odile Tobner

ILS ONT DIT

Congo Brazzaville

Biens mal acquis

« Si cette affaire n'avait pas quelques re-
lents, disons de colonialisme, de néocolonialisme, de racisme et de provocation gratuite, on l'aurait sans doute laissée mourir de son propre poison. » [...]

Sassou Nguesso, dans la cour de l'Élysée, jeudi 5 juillet, répondant à propos de l'enquête ouverte par le parquet de Paris sur la provenance de ses biens en France.

Lorsque la journaliste qui lui posait les questions s'est étonnée et lui a fait observer que : « Les personnes qui ont porté plainte espèrent pouvoir récupérer les fonds avec la cession des biens qui se trouvent en France pour les rétrocéder aux Congolais. Donc vous qualifiez ça de racisme ? » M. Sassou a répondu : « C'est plutôt honteux et triste de traiter ce dossier-là. Vous savez, en France, tous les dirigeants du monde ont des châteaux ou des palais, qu'ils soient du Golfe, d'Europe, ou de l'Afrique. On peut même s'étonner de voir que, de la manière la plus triste, on ait trouvé deux cibles sur lesquelles on voudrait tirer. » [La réaction du président Sassou Nguesso à l'ouverture de l'enquête, après la plainte pour recel de détournement de biens publics déposée par l'association Sherpa, Survie et la Fédération des Congolais de la diaspora, est pitoyable. L'allégation de racisme est grossière et facilement réfutée par la journaliste. Acculé, Sassou se compare aux autres chefs d'État, qui auraient tous des châteaux en France. Que ne compare-t-il la situation de pauvreté qui règne au Congo Brazzaville avec celle de ces autres pays ! -]

Odile Tobner

Dure réalité

« Depuis ma prise de fonction, je tente de maintenir un équilibre entre notre volonté réformatrice, qui est notre feuille de route, et la réalité » Jean-Marie Bockel, (Jeune Afrique du 5 août 2007), secrétaire d'État à la Coopération et la Francophonie. Si ce n'est pas un aveu d'impuissance, ça y ressemble ! Quelle est donc cette « réalité » implacable à laquelle aucun président français ne peut échapper ? Intérêts géostratégiques et économiques évidemment mais aussi somme des compromissions les plus inavouables. Comme il est difficile de débrancher le drogué de sa dose française...
RdB

FRANCE RWANDA

Une justice bâclée



Wenceslas
Munyeshyaka et
Laurent Bucyibaruta,

arrêtés le 20 juillet puis
relâchés, le 1^{er} août, par
décision de la chambre
d'instruction de la cour d'appel
de Paris, attendront encore un
peu avant d'être jugés pour les
crimes dont ils sont accusés.

Le cas de ces deux présumés exécutants du génocide, réfugiés en France, est un ballet de la plus mauvaise facture, aux entractes interminables, dont les artistes, metteurs en scène et techniciens se disputent la palme d'or de la gabegie morale et de l'incompétence. Il témoigne aussi d'une dérive « administrative » du TPIR. Les victimes de leurs crimes peuvent respirer en paix, ces accusés seront jugés, sans que l'on puisse savoir quand et où. Le TPIR, aujourd'hui dans sa phase de fermeture, conformément à ses règles, prévoit le renvoi dans des pays tiers des dossiers qu'il n'aura pas le temps de traiter. Alors que son œuvre de justice n'est pas achevée, des accusés, actuellement en détention ou encore recherchés, devront être jugés devant des juridictions nationales compétentes. Mais le transfert à un pays tiers d'un dossier du TPIR n'est possible que lorsqu'une formation de renvoi (les juges d'une chambre du TPIR désignée par le parquet) a statué sur la requête du parquet. C'est une condition *sine qua non*. Dans le cas du père Munyeshyaka et celui de l'ancien préfet de Gikongoro, Laurent Bucyibaruta, la formation de renvoi n'a été saisie de l'affaire que le 11 juillet dernier, et elle n'a toujours pas statué. C'est dans ces conditions que les actes d'accusation et les mandats d'arrêt les concernant sont arrivés à Paris à la fin du mois de juin. Arrêtés un mois plus tard, les accusés ont fait appel, et leurs avocats ont eu gain de cause pour une raison difficilement contestable : le droit français ne permet pas de maintenir des personnes en détention *sine die* (le tribunal chargé de les juger doit être identifié afin que les procédures les concernant puissent débiter en toute légalité sinon leur incarcération serait arbitraire). Le TPIR aurait demandé que les deux accusés soient placés en détention « en attendant » que cette procédure ait suivi son cours. Pourquoi le TPIR n'a-t-il pas demandé à la France d'envoyer Wenceslas Munyeshyaka et Laurent Bucyibaruta à Arusha dans

l'attente de la décision de la formation de renvoi ? Cela aurait permis leur comparution initiale et leur présence à l'audience de renvoi de l'affaire ? Pourquoi la formation de renvoi n'a-t-elle toujours pas rendu sa décision ? Pourquoi le président du TPIR a-t-il attendu un mois (dépôt de la requête le 12 juin, décision du Président le 11 juillet) avant de désigner une chambre chargée d'examiner la demande de renvoi ? Selon des sources crédibles proches du TPIR, cette instance « ressemble plus que jamais à une vaste machine "administrative" internationale, où l'indifférence l'emporte devant le souci de la vérité et de la justice ». Elle a en tout cas commis une grosse erreur de procédure dans cette affaire, à l'origine de la situation présente. Quant à la France, pourquoi a-t-elle mis un mois entre la publication des mandats d'arrêt et l'arrestation des deux accusés ? Et surtout, pourquoi n'a-t-elle pas profité de ce laps de temps pour coordonner ces arrestations avec Arusha afin d'éviter les erreurs de procédure ? Pourquoi les juges de la chambre d'instruction de Paris n'ont-ils pas mis à profit la semaine qui s'est écoulée entre le 26 juillet et le 1^{er} août pour communiquer avec le TPIR et lui demander de mettre son mandat d'arrêt en conformité avec le droit français ? Cela aurait évité la remise en liberté des accusés, qui devront être arrêtés à nouveau, et les soupçons de tous ordres auxquels on ne pouvait que s'attendre. Cela aurait aussi évité aux rescapés du génocide qui doivent aux accusés la disparition des leurs de nouvelles souffrances. Le 23 août, le porte-parole du bureau du procureur du TPIR, Timothy Gallimore, a déclaré que « le procureur continue d'agir. Des actions sont en cours pour que justice soit rendue. Le procureur (Hassan Bubakar Jallow, ndlr) est en discussion avec le ministère français de la justice via le ministère des affaires étrangères. Des résultats sont attendus bientôt ». La majorité des proches de ce dossier estiment que l'on peut en effet s'attendre à de prochains « résultats ». Bon nombre se demandent par ailleurs si la France n'est pas en train de tenter d'éviter d'en hériter. L'avenir le dira. Toujours est-il que les deux accusés n'ont aucune envie de se retrouver, à la suite à un passage à Arusha, devant une juridiction rwandaise. Et l'un d'entre eux ne manque pas d'appuis au sein de l'Église catholique de France.

Sharon Courtoux.



L'or africain

Pillages, trafics & commerce international

de Gilles Labarthe, édition Agone. Dossier noir n° 22, édité par Survie et Oxfam France-Agir ici

L'or africain est un livre-enquête qui s'attache à dévoiler les dysfonctionnements chroniques et les aspects occultes de l'exploitation aurifère en Afrique. Il décortique le rôle des paradis fiscaux et des multinationales européennes et américaines dans ce qui s'apparente à un véritable pillage. Il met également en avant les mouvements de résistance qui, au Mali, dans le reste de l'Afrique et dans le monde, s'opposent à une exploitation incontrôlée des ressources naturelles.

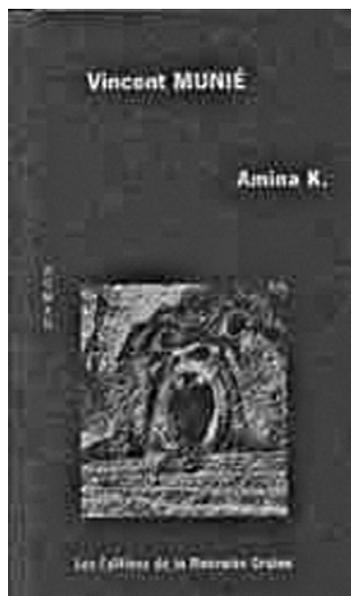
Sortie le 13 octobre 2007 !

Amina K.

par Vincent Munié, Éditions de La Mauvaise Graine.

Amina K. est un livre précieux. Un roman que nous avons beaucoup aimé. A recommander chaudement ! C'est l'histoire d'un amour soudain, inattendu. Au travers de cette belle rencontre entre une athlète africaine et un cameraman français, Vincent Munié dénonce les mécanismes internationaux à l'origine des multiples drames africains et particulièrement du génocide rwandais.

Amina K., à commander dans les bonnes librairies, ou sur le site de l'éditeur : atheles.org/lamauvaisegraine/livraielaminak



La Stratégie des Antilopes

Jean Hatzfeld, Seuil, Fiction & Cie.

Le troisième volet de Jean Hatzfeld sur le Rwanda à travers le prisme de Nyamata et de ses environs. Il était question, dans les deux premiers, de ce qui s'était passé dans les marais, avec la voix des victimes (*Dans le nu de la vie*), puis celle des bourreaux (*Une saison de machettes*). Mais il y a eu aussi la forêt, avec seulement vingt survivants sur les six mille Tutsis qui y cherchèrent refuge. On découvre le récit de ces journées passées à courir dans tous les sens pour fuir les machettes. Mais le centre de gravité du livre se trouve dans une décision prise par la présidence rwandaise en janvier 2003 : la libération de dizaines de milliers de Hutus, en vue de procès en réconciliation. C'est dès lors la question du pardon et plus simplement de la coexistence dans un même lieu qui se pose, à la fois pour les bourreaux et les victimes, hantés par leurs mémoires mais poussés par la nécessité de continuer de vivre, malgré tout.



Paysage après le génocide.

Une justice est-elle possible au Rwanda

Jean Chatain, Paris, Le Temps des Cerises, 2007.

Tant de livres ont été et sont encore écrits sur le génocide « rwandais » qu'il serait tentant d'en esquisser une comparaison. Mais comment rapprocher des genres aussi différents que les témoignages à chaud d'acteurs de l'humanitaire présents sur le terrain pendant la période des massacres [...], les enquêtes institutionnelles ou d'ONG de défense des droits de l'Homme [...], des témoignages de rescapés du génocide, des travaux universitaires, qui apportent, à partir de points de vue, de connaissances diverses et de pratiques professionnelles différentes, des éclairages tout aussi diversifiés ?

Jean Chatain connaît bien toute cette production, et il le montre dans l'usage qu'il en fait dans son livre, *Paysage après le génocide*. Cependant, il a un parti pris, qui est celui d'un journaliste et qu'il assume totalement, dans la forme narrative comme dans la perspective d'analyse.

Journaliste à *L'Humanité*, Jean Chatain est un des rares grands reporters français à avoir couvert la période des massacres et du génocide (avril-juin 1994) en suivant dans ses mouvements le Front patriotique rwandais (FPR) qui combattait les forces du gouvernement rwandais et l'armée régulière sous la responsabilité desquels étaient commises les atrocités. Il a donc enquêté « à chaud », et c'est, entre autres aspects intéressants, celui qui confère à son livre un caractère saisissant. (Extrait de la préface de José Kagabo).

AMBASSADES

Indignité nationale

Brice Hortefeux, ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, vient de donner aux ambassadeurs de France leur feuille de route en matière de regroupement familial.

En affirmant que rééquilibrer les flux migratoires, c'est mieux encadrer le regroupement familial, le ministre n'a pas caché son intention de contrecarrer ce flux migratoire, pour l'essentiel, légal et contrôlé et encadré par l'administration (DASS, Préfectures ANAEM et services consulaires à l'étranger. « (...) *Il ne saurait y avoir un droit absolu et inconditionnel à s'installer en France, sans projet d'intégration (...)* », a-t-il poursuivi dans son discours aux ambassadeurs. Faut-il lui rappeler que le droit de vivre en famille est bel et bien un droit constitutionnel ? Pour l'avoir oublié, M. Postel-Vinay, secrétaire d'État du gouvernement Chirac (version Giscard d'Estaing) avait déjà dû faire marche arrière en 1974, le gardien de la Constitution ayant refusé son projet de loi suspendant le regroupement familial.

Certes, Brice Hortefeux ne remet pas en cause le droit de vivre en famille tel que le reconnaît la Constitution. Sa démarche est autrement plus...subtile, plus machiavélique. Il la rend quasiment impossible tant seront contraignantes, à l'avenir, les conditions pour bénéficiaire de ce droit. Et pour s'assurer que les ambassades feront bien le travail de sape demandé, la délivrance des visas relèvera désormais du ministère de M. Hortefeux. Tout cela pour moins de 100 000 personnes par an, toutes nationalités confondues y compris les personnes originaires de l'union Européenne !

Le projet de loi [qui devrait être présenté au parlement en septembre] « *prépare en amont le parcours d'intégration* » a-t-il assuré, sans rire, aux ambassadeurs en oubliant que l'intégration est le résultat d'une double volonté : celle du primo arrivant certes, mais aussi celle des habitants du lieu d'accueil. « *Le parcours du combattant* », a-t-on entendu chuchoter discrètement parmi les ambassadeurs...

G De B

Erratum

Un coup de ciseau malencontreux a amputé une partie de l'article « Chaud Cacao ! » dans notre édition de juillet-août (n°160). Cet article commentait le rapport *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire* publié par l'ONG Global Whittness. Toutes nos excuses donc à nos lecteurs. Vous trouverez l'intégralité de cet article de Victor Sègre sur le site www.billetsdafrique.info.

Un drôle de militant

Le diable est dans les « détails ». Après avoir tenté de placer sa visite au Gabon sous le signe de la préservation de la forêt africaine, enjeu « essentiel » pour l'équilibre écologique du monde, Nicolas Sarkozy s'est rendu dans la forêt protégée de la Mondah qui sert, accessoirement, de site d'entraînement commando pour les armées gabonaises et françaises. Il y a rencontré des ONG environnementalistes. Détail : il était accompagné par un « militant » fort prolix : Francis Rougier, président du directoire du groupe Rougier et leader du bois français qui saccage sans états d'âme les forêts primaires du continent depuis 1930 ! Est-ce lui qui a soufflé à Nicolas Sarkozy cette phrase : « *La matière première à mes yeux la plus importante pour l'Afrique, c'est la forêt.* » Seulement pour l'Afrique ?

Bulletin abonnement

Billets d'Afrique et d'ailleurs

Édité par Survie, 210, rue Saint-Martin - 75013 Paris. Tél. : 01 44 61 03 25

11 numéros par an pour tout savoir sur la face cachée de la politique de la France sur le continent africain et les jeux troubles de la « Françafrique ». Au long de ses 12 pages, *Billets d'Afrique* décortique ainsi les principaux faits de l'actualité franco-africaine pour en proposer une analyse critique originale.

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal _____ Ville _____

Tél. : _____ Fax _____

Courriel : _____

- France : 20 euros € faibles revenus : 16 euros€ • Etranger : 25 € euros
- Soutien : libre, soit _____

Modalités de paiement :

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de Survie
 - Virement postal (CCP 500.52 K PARIS) : préciser l'objet sur l'ordre de virement
- Vous pouvez également payer en douze échéances, ou par trimestre grâce au prélèvement automatique. Nous contacter.
Plus d'information sur www.survie-france.org ou à contact@survie-france.org

Lettre fondée par F.-X. Verschave
Directrice de la publication : Odile Biyidi Awala.

Directeur de la rédaction : Pierre Caminade.

Secrétaire de rédaction : Janine Sfiligoï.

Comité de rédaction : Pierre Caminade, Raphaël De Benito, Sharon Courtoux, Sisulu Mandjou Sory, Victor Sègre, David Mauger, Odile Tobner.

Ont aussi participé : Comi Toulabor, Waste Aregba, Vincent Munié, Thierry Brugin.

Abonnements : Alexandre Picheral.

Coordination : Olivier Thimonier

Association Survie

210 rue Saint-Martin

F75003 Paris

Tél. (33 ou 0) 1 44 61 03 25

Fax (33 ou 0) 1 44 61 03 20

<http://www.survie-france.org>

contact@survie-france.org

Commission paritaire n° 0211G87632

Dépôt légal : Septembre 2007 - ISSN 1155-

1666 Imprimé par Imprimerie 3 A

Abonnement :

20€ euros (Étranger : 25 euros€ Personne à faible revenu : 16 euros€)

